

TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations	7
------------------------------	---

TITRE 1

Mandat

CHAPITRE 1

Définition

1. Notion.	13
-----------------	----

CHAPITRE 2

Caractères techniques du mandat

2. Contrat consensuel.	15
3. Contrat synallagmatique ?.....	16
4. Contrat gratuit ou à titre onéreux ?.....	17
5. Contrat <i>intuitu personae</i>	19
6. Contrat civil ou commercial.	20
7. Représentation parfaite ou imparfaite.	20
8. Accomplissement d'un acte juridique – Professions libérales.	21
9. Contrat à double détente.	22
10. Espèces de mandat.	22
11. Mandat et procuration.....	23
12. Évolution – Contrats de service.	25

CHAPITRE 3

Institutions juridiques voisines

13. Contrat d'entreprise.	29
14. Dépôt.	30
15. Contrat de travail.	31
16. Promotion immobilière.	31
17. Commission.	32

18.	Gestion d'affaires.	33
19.	La novation.	34
20.	Opérations bancaires : compte à vue et virement.	34

CHAPITRE 4

Problèmes de qualification du contrat

21.	Relations contractuelles complexes – Absorption ou contrat mixte ?	37
22.	Professions concernées – Jurisprudence.	39
23.	Mandat et mission juridique accomplie dans l'intérêt commun de deux ou plusieurs personnes ayant des intérêts opposés.	42
24.	Pouvoir de qualification du juge.....	44

CHAPITRE 5

Capacité

SECTION 1

Capacité du mandant

25.	La règle.....	47
26.	La sanction.....	48
27.	La loi du 17 mars 2013.....	49

SECTION 2

Capacité du mandataire

28.	La règle.....	50
29.	Libre choix de la personne du mandataire.....	51
30.	Signature de la requête.....	51
31.	Conflit d'intérêts entre mandant et mandataire.....	52
32.	Validité de l'acte juridique accompli par le mandataire incapable.	52
33.	Répercussions de l'incapacité du mandataire sur le contrat de mandat lui-même.....	53
34.	Incapacité du mandataire survenant en cours d'exécution du mandat.....	53

CHAPITRE 6

Objet du mandat

35.	La règle.....	55
36.	Espèces d'actes juridiques.	56

CHAPITRE 7

Étendue et interprétation du mandat

37.	La règle.....	59
38.	Portée des articles 1987 et 1988.	60
39.	Terminologie.	61
40.	Article 1987 : mandat général ou spécial.	61
41.	Article 1988 : mandat en termes généraux ou mandat expres.....	63
42.	Actes d'administration et de disposition.....	63
43.	Conséquence de la distinction.	64
44.	Exemples.	64
45.	Combinaisons possibles.....	66
46.	Rôle du juge.....	67

CHAPITRE 8

Preuve du mandat

47.	Distinctions.	69
-----	--------------------	----

SECTION 1

Preuve du mandat entre parties

48.	La règle.....	69
49.	Portée de la règle.	70
50.	Existence et étendue du mandat.	70
51.	Mandat écrit entre parties et procuration.....	70
52.	Tempéraments et exceptions à la règle.	70
53.	Mandat rémunéré.	72

SECTION 2

Preuve du mandat à l'égard des tiers

54.	Deux hypothèses à examiner.....	73
55.	Mandat invoqué par un tiers.	73
56.	Matière fiscale.....	74
57.	Incidence de la procuration.	75
58.	Régularité de la procuration.	76
59.	Mandat invoqué à l'encontre d'un tiers.	77
60.	Cas particulier de l'avocat.....	78
61.	Mandat <i>ad litem</i>	79
62.	L'« acte d'avocat ».....	80

CHAPITRE 9
Obligations du mandataire

63.	Deux obligations principales.	83
SECTION 1		
Obligation d'exécuter le mandat		
64.	Divers aspects à examiner.	83
§ 1. — Instructions du mandant — Mode d'exécution du mandat		
65.	La fin et les moyens.	83
66.	Hypothèses possibles.	84
67.	Obligations de faire et de ne pas faire.	84
68.	Mode d'exécution du mandat.	85
69.	Mandat impératif — Limites.	86
§ 2. — Obligations de diligence, de loyauté et de conseil		
70.	Idées essentielles.	86
71.	Devoir de conseil.	87
72.	Devoir de loyauté.	89
73.	Transparence.	89
74.	Discrétion.	90
75.	Finalité du pouvoir de représentation.	90
76.	Sanction.	91
77.	Mandat dans l'intérêt de qui ? Hypothèse du double mandat.	91
78.	Conflits d'intérêts.	93
§ 3. — Interdiction de la contrepartie		
79.	Aspects à examiner.	94
80.	Fondement.	94
81.	Champ d'application.	95
82.	Sanction.	96
83.	Déroptions possibles.	97
§ 4. — Responsabilité du mandataire		
84.	Aspects à examiner.	97
85.	Mandat gratuit ou salarié ?	98
86.	Obligation de moyen ou de résultat ?	99
87.	Responsabilité envers le mandant et envers les tiers.	100
88.	Solidarité entre comandataires.	102

89.	Clauses dérogatoires.	103
	§ 5. – <i>La substitution de mandataire</i>	
90.	La règle – Aspects à examiner.	104
91.	Notion de substitution de mandataire.	104
92.	Autorisation ou interdiction de la substitution – Modalités. .	107
93.	Rapports juridiques nés de la substitution – En général.	108
94.	Le mandant contre le mandataire substituant.	108
95.	Le mandant contre le mandataire substitué.	110
96.	Le mandataire substituant contre le mandataire substitué. ...	112
97.	Le mandataire substitué contre le mandant.	112
98.	Le mandataire substitué contre le mandataire substituant. ...	113

SECTION 2

Obligation de rendre compte

99.	La règle – Aspects et examiner.	113
100.	Précisions.	114
101.	Obligation d'information du mandataire.	115
102.	Reddition de comptes <i>sensu stricto</i>	116
103.	Compte de gestion.	117
104.	Intérêts dus par le mandataire.	120
105.	Point de départ des intérêts.	121
106.	Décharge du mandataire.	122
107.	Clauses dérogatoires.	124

CHAPITRE 10

Obligations du mandant

108.	Généralités.	127
------	-------------------	-----

SECTION 1

Obligation de rémunérer le mandataire

109.	Aspects à examiner.	127
110.	Quand l'obligation existe-t-elle ?	127
111.	Conséquences de l'obligation de rémunération.	128
112.	Contrôle du montant de la rémunération – Généralités.	128
113.	Salaire fixé unilatéralement.	128
114.	Salaire fixé d'un commun accord.	129
115.	Incidence de la faute du mandataire ou de la fin anticipée du mandat.	131

SECTION 2

Obligation de rembourser les avances et frais

116. La règle..... 132

117. Champ d'application..... 132

118. Conditions..... 133

SECTION 3

Obligation d'indemniser des pertes

119. La règle – Les conditions..... 134

120. Pertes non couvertes..... 134

SECTION 4

Autres obligations

121. Rappel du droit commun..... 135

SECTION 5

Sanction de la faute du mandant

122. Réparation en nature ou dommages et intérêts..... 135

SECTION 6

Garanties en faveur du mandataire

123. Rétention – Solidarité..... 136

CHAPITRE 11

Effets du mandat à l'égard des tiers

124. Généralités – Distinctions..... 137

SECTION 1

Mandat représentatif

§ 1. – *Effets normaux du mandat*

125. La règle..... 138

126. Champ d'application..... 138

127. Applications..... 139

128. Dépassement de pouvoirs..... 141

§ 2. – *Effets accidentels du mandat*

A. Mandataire commettant une faute dans l'exécution du mandat

129. Position du problème..... 141

1. *Faute contractuelle*

130. Position du problème (suite)..... 142

131. Faute qui n'implique que le mandant et le mandataire..... 142

132.	Responsabilité envers les tiers.	143
133.	Tiers impliqué.	145
134.	Absence de responsabilité du mandataire envers le tiers.	145
 2. <i>Faute aquilienne</i>		
135.	Position du problème.	145
136.	Mandataire préposé.	146
137.	Faute du mandant.	146
138.	Position du problème.	146
139.	Situation du mandant.	146
140.	Situation du mandataire.	149
 B. Mandataire excédant les limites de ses pouvoirs		
141.	Position du problème.	150
 1. <i>Situation du mandataire</i>		
142.	La règle.	150
143.	Limites.	150
144.	Exception.	151
 2. <i>Situation du mandant</i>		
145.	La règle.	152
146.	Exceptions.	153
 a) Ratification		
147.	Notion.	153
148.	Conditions.	154
149.	Effets.	155
150.	Portée de l'effet rétroactif.	156
151.	Acte accompli par le mandataire en son nom propre.	158
 b) Mandat apparent		
152.	Notion.	159
153.	Évolution.	159
154.	Conditions.	162
155.	Effets du mandat apparent.	168
 c) Gestion d'affaires et enrichissement sans cause		
156.	Rappel.	169

SECTION 2
Mandat non représentatif

157. Notion. 170

158. Nature de la convention de prête-nom. 170

159. Relations avec le tiers contractant. 172

160. Relations entre mandant et mandataire (prête-nom). 173

CHAPITRE 12
Fin du mandat

161. Causes d’extinction. 175

SECTION 1
Révocation du mandataire par le mandant

§ 1. — Principe

162. Principe..... 176

163. Formes de la révocation. 177

164. Effets de la révocation..... 177

165. Absence d’effet rétroactif..... 178

166. Restitution de la procuration. 178

167. Absence d’indemnité, sauf faute du mandant. 179

168. Pluralité de mandants. 179

169. Substitution de mandataire. 180

§ 2. — Exceptions

170. Exceptions à la révocabilité *ad nutum*. 180

A. Clause d’irrévocabilité

171. Portée..... 180

172. Licéité. 181

173. Sanction. 183

B. Mandat d’intérêt commun

174. Notion. 184

175. Exceptions. 185

176. Sanction. 186

C. Mandat intégré dans une convention complexe

177. Hypothèse envisagée. 187

SECTION 2

Renonciation du mandataire au mandat

178.	Principe.....	187
179.	Étendue.....	188
180.	Conditions.....	188
181.	Droit de la consommation.....	190

SECTION 3

Décès, incapacité ou faillite d'une des parties

182.	Décès du mandataire.....	190
183.	Décès du mandant.....	192
184.	Situation des héritiers.....	192
185.	Incapacité du mandant ou du mandataire.....	194
186.	Simple altération des facultés.....	195
187.	Faillite ou déconfiture du mandant ou du mandataire.....	196

SECTION 4

Effets de la cessation du mandat

188.	Rappel.....	197
189.	Absence d'effet rétroactif.....	198
190.	Protection du mandataire et du tiers cocontractant.....	198

TITRE 2

Prêt

CHAPITRE 1

Généralités

SECTION 1

Définition et éléments essentiels

191.	Définition – Éléments essentiels du prêt.....	203
------	---	-----

SECTION 2

Comparaison avec d'autres contrats

192.	Prêt et dépôt.....	205
193.	Prêt et louage de choses.....	206
194.	Prêt et usufruit.....	208
195.	Prêt et donation.....	208
196.	Prêt et ouverture de crédit.....	208

SECTION 3

Des différentes espèces de prêt

197. Des différentes espèces de prêt – Prêt à usage et prêt de consommation..... 210

198. Conséquences de la distinction entre les deux sortes de prêt..... 211

SECTION 4

Caractères juridiques du contrat de prêt

199. Caractères juridiques du contrat de prêt. 216

200. Suite – Le prêt est un contrat réel. 216

201. Suite – Le prêt est un contrat unilatéral. 219

202. Caractères juridiques variant d’après la nature du prêt. 224

203. Choses qui peuvent faire l’objet d’un prêt. 225

SECTION 5

Preuve du prêt

204. Preuve du prêt..... 227

CHAPITRE 2

Le prêt à usage

205. Généralités – Renvoi. 229

SECTION 1

Des obligations de l’emprunteur

206. Énumération..... 229

§ 1. – *Usage de la chose*

207. Usage de la chose – Élément essentiel du prêt à usage..... 229

208. Obligation d’user de la chose en bon père de famille..... 230

209. Droit d’utiliser la chose – Pas de droit de disposition. 230

210. Entretien et garde de la chose..... 230

211. Restrictions conventionnelles à l’usage de la chose. 232

§ 2. – *Restitution de la chose*

212. Restitution de la chose..... 232

213. Qui doit restituer ?..... 233

214. À qui faut-il restituer ?..... 233

215. Restitution de la chose – Moment de la restitution. 234

216. Restitution de la chose – Objet de la restitution. 236

217. Interdiction de la compensation – Droit de rétention. 237

§ 3. — *Sanctions et responsabilité de l'emprunteur*

218.	Responsabilité de l'emprunteur.	238
219.	Risques de la chose.	238

SECTION 2

Des obligations du prêteur

220.	Nature juridique des obligations du prêteur.	240
221.	Remboursement des dépenses extraordinaires.	241
222.	Responsabilité en cas de vice connu du prêteur.	242

CHAPITRE 3

Le prêt de consommation

SECTION 1

Généralités

223.	Généralités – Renvoi.	243
224.	Du transfert de propriété dans le prêt de consommation, et de ses conséquences – De la capacité d'aliéner ?	243
225.	Le prêt de consommation est-il un contrat à titre gratuit ou à titre onéreux ?	244
226.	Prêt de consommation et prêt à intérêt.	245

SECTION 2

Des obligations de l'emprunteur

227.	Principes.	245
228.	De l'obligation de restitution – Les questions qui se posent.	245
229.	Époque de la restitution.	245
230.	Objet de la restitution.	247
231.	Des règles applicables, en ce qui concerne l'objet de la restitution, dans les prêts d'argent.	250
232.	Risques de la chose.	251
233.	Inapplicabilité de l'article 1184 du Code civil – Déchéance du terme.	252

SECTION 3

Des obligations du prêteur

234.	Principes.	252
------	-----------------	-----

CHAPITRE 4
Le prêt à intérêt

SECTION 1
Généralités

235. Règles applicables au prêt à intérêt – Principes. 253
236. Des questions que pose « *de lege ferenda* » le prêt à intérêt... 255

SECTION 2

De quelques règles fondamentales du contrat de prêt à intérêt

237. Rappel de certaines règles fondamentales du contrat
de prêt à intérêt. 257

SECTION 3

Règles spéciales relatives à la stipulation d'intérêts

238. Prêts dans lesquels des intérêts peuvent être stipulés. 260
239. La stipulation d'intérêts doit-elle être expresse ?..... 260
240. De quelques formes particulières de la stipulation
d'intérêts. 261
241. Règles relatives au paiement des intérêts. 263
242. Des intérêts dus lorsque l'emprunteur ne rembourse pas
à l'échéance..... 266

SECTION 4

**De la limitation du taux de l'intérêt –
Intérêt conventionnel et intérêt légal**

243. Liberté de détermination du taux de l'intérêt
conventionnel. 267
244. De l'intérêt légal. 268

SECTION 5

Protection spéciale de l'emprunteur

245. Principes et justification. 269

§ 1. – De l'usure

246. De l'usure – Droit pénal et civil. 269
247. Réduction de l'intérêt excédant manifestement l'intérêt
normal – La lésion dans le prêt à intérêt. 271

§ 2. – Réglementation légale de certaines clauses du contrat de prêt à intérêt

248. Réglementation légale de certaines clauses du contrat
de prêt à intérêt. 275

CHAPITRE 5

La constitution de rente

249.	Des deux espèces de constitution de rente.	279
250.	De la rente viagère – Renvoi.	280
251.	De la rente perpétuelle – Extrême rareté de ce contrat, de nos jours.	280
252.	Règles applicables à la rente perpétuelle.	280

TITRE 3

Dépôt

CHAPITRE 1

Généralités

SECTION 1

Notion et éléments constitutifs

253.	Définition.	285
254.	Des différentes espèces de dépôt.	286
255.	Éléments constitutifs du contrat de dépôt.	286
256.	Contrat de dépôt et simple tolérance.	288

SECTION 2

Comparaison avec d'autres contrats

257.	Dépôt et prêt.	290
258.	Dépôt et louage de choses.	290
259.	Dépôt et louage d'ouvrage.	293
260.	Dépôt et nantissement.	295
261.	Dépôt et mandat – Contrat de commission – Vente à l'essai, « <i>ad gustum</i> », etc.	295

SECTION 3

Caractères juridiques du contrat de dépôt

262.	Caractères juridiques du contrat de dépôt.	297
263.	Objet du contrat de dépôt – Choses mobilières – Choses consommables.	300

SECTION 4

De la capacité en matière de dépôt et du dépôt portant sur la chose d'autrui

264.	De la capacité en matière de dépôt.	301
265.	De la qualité de propriétaire dans le chef du déposant.	302

SECTION 5

De la preuve du dépôt

266. De la preuve du dépôt – Principes. 303

267. Suite – Des tickets et numéros de vestiaire. 305

268. Preuve de l'identité de la chose déposée, de son état
ou de sa valeur. 306

269. Suite – Dépôt tacite. 307

CHAPITRE 2

Le dépôt volontaire

270. Obligations du dépositaire. 309

SECTION 1

Garde de la chose

271. De la responsabilité en raison de la garde de la chose –
Dépôt gratuit. 309

272. Responsabilité plus rigoureuse du dépositaire – Cas
d'application – Dépôt salarié, notamment. 310

273. Responsabilité plus rigoureuse du dépositaire – Cas
d'application – Dépôt salarié et contrat de travail. 312

274. Appréciation de la responsabilité du dépositaire –
Exemples. 313

275. Obligation d'assurer la chose déposée. 315

276. Usage de la chose. 316

277. Obligation de respecter le secret du dépôt. 316

278. Clauses modifiant la responsabilité du dépositaire. 316

279. L'obligation de garde est-elle une obligation de moyen,
ou de résultat ? 317

SECTION 2

Restitution de la chose

280. Synthèse. 318

§ 1. – *Principes qui gouvernent l'obligation de restitution*

281. Obligation de résultat. 318

282. Attribution des risques et charge de la preuve du risque –
Obligation de résultat allégée. 319

283. Des cas où le dépositaire supporte les risques. 321

§ 2. — *Modalités de l'obligation de restitution*

A. Qu'est-ce qui doit être restitué ?

284.	Restitution en nature.	321
285.	Restitution en équivalent.	323
286.	Du dépositaire infidèle.	326
287.	De la faillite – Droits du déposant.	326

B. Quand faut-il restituer ?

288.	Principes.	327
------	-----------------	-----

C. Où faut-il restituer ?

289.	Principes.	331
------	-----------------	-----

D. À qui faut-il restituer ?

290.	Textes légaux – Régime que ces textes consacrent.	331
291.	Principe – Restitution au déposant ou à ceux qui sont à ses droits.	332
292.	Exceptions au principe.	333
293.	Justifications pouvant être exigées par le dépositaire.	336
294.	Choix entre l'action en revendication et l'action (personnelle) en restitution.	337

E. De la solidarité

295.	Absence de solidarité.	338
------	-----------------------------	-----

F. De la compensation

296.	Principes.	338
------	-----------------	-----

SECTION 3

Des obligations du déposant

297.	Principes.	340
298.	Obligation de payer le salaire.	341
299.	Obligation de rembourser les frais faits pour la conservation de la chose.	341
300.	Obligation d'indemniser le dépositaire des pertes subies à l'occasion du dépôt.	342
301.	Exception d'inexécution.	342
302.	Privilège du dépositaire.	342
303.	Compensation.	342

CHAPITRE 3
Le dépôt nécessaire

304. Textes légaux – Dépôt nécessaire et dépôt d’hôtellerie. 343

305. Confusions au sujet du dépôt nécessaire. 343

306. Du dépôt nécessaire – Définition. 344

307. Suite – Comparaison avec le dépôt ordinaire. 345

308. Justification exacte du dépôt nécessaire. 347

309. Conséquences quant au champ d’application du dépôt
nécessaire. 349

310. Applications. 350

311. Rappel de la distinction entre le dépôt nécessaire et le
dépôt d’hôtellerie. 353

312. Régime juridique du dépôt nécessaire. 353

CHAPITRE 4
Le dépôt d’hôtellerie

313. Complexité de la matière – Plan. 357

SECTION 1
Notions générales

314. Dépôt d’hôtellerie et contrat d’hôtellerie. 358

315. Du dépôt d’hôtellerie – Aperçu général et principes. 358

316. Raisons d’être de la responsabilité spéciale des hôteliers. 359

317. Éléments juridiques constitutifs du dépôt d’hôtellerie. 360

318. Champ d’application du dépôt d’hôtellerie – Que faut-il
entendre par « hôtelier » ? 363

SECTION 2
Modalités techniques de la responsabilité hôtelière

§ 1. – Quand commence et quand finit le dépôt d’hôtellerie ?
Personnes pouvant s’en prévaloir

319. Limites du dépôt d’hôtellerie dans le temps. 367

320. Personnes pouvant se prévaloir du dépôt d’hôtellerie. 367

§ 2. – De la responsabilité de l’hôtelier

321. Choses couvertes – Sens des mots : « effets du voyageur ». . 368

322. Dommage couvert. 369

323. Conditions de la responsabilité – De la preuve requise –
Perte d’un objet – Principe de la responsabilité quasi
objective. 369

324.	Portée de la responsabilité des hôteliers – Cas dans lesquels l'hôtelier n'est pas responsable (C. civ., art. 1954).	371
325.	Étendue de la responsabilité – Responsabilité limitée en principe (C. civ., art. 1952).	371
326.	Étendue de la responsabilité – Responsabilité illimitée de l'hôtelier (C. civ., art. 1953).	372
327.	Causes d'exonération (C. civ., art. 1954).	373
328.	Suite – De la faute du voyageur.	373
329.	Suite – Force majeure.	375
330.	Suite – Vol fait avec force armée.	375
331.	Suite – Nature ou vice de la chose.	376
332.	Convention d'exonération de responsabilité.	376
	§ 3. – <i>Du régime de la preuve</i>	
333.	Rappel des principes.	377

CHAPITRE 5

Le dépôt irrégulier

334.	Notion fondamentale du dépôt irrégulier.	379
335.	Conséquences – Caractères juridiques du dépôt irrégulier. ..	382
336.	Conséquences – Caractères juridiques du dépôt irrégulier – Transfert de propriété.	383
337.	Application – Dépôts effectués chez les notaires.	386
338.	Dépôts en banque.	387
339.	Dépôts à la Caisse des dépôts et consignations.	388

CHAPITRE 6

Le séquestre

340.	Des différentes espèces de séquestre.	389
341.	Terminologie.	389
342.	Séquestre et dépôt.	389

SECTION 1

Du séquestre conventionnel

343.	Rareté d'application du séquestre conventionnel.	390
344.	Définition – Notion fondamentale du séquestre.	390
345.	Objet du séquestre.	392
346.	Séquestre gratuit ou salarié.	392
347.	Obligations du dépositaire-séquestre.	392
348.	Fin du dépôt-séquestre.	393

SECTION 2

Le séquestre judiciaire

349. Notion. 393

350. Séquestre judiciaire et séquestre légal. 394

351. Des cas où le séquestre judiciaire peut être ordonné. 395

352. Désignation de la personne chargée du séquestre judiciaire
– Juridiction compétente pour l’ordonner. 399

353. Pouvoirs de la personne chargée du séquestre judiciaire. 400

354. Obligations de la personne chargée du séquestre judiciaire. . 400

355. Salaire de la personne chargée du séquestre judiciaire. 402

356. Effets du séquestre judiciaire quant aux droits des parties. .. 402

357. Fin du séquestre judiciaire..... 403

TITRE 4

Transaction

CHAPITRE 1

Notions générales

358. Textes légaux – Lacunes et déficiences. 407

359. Définition. 408

360. Éléments constitutifs..... 409

361. Caractères du contrat..... 413

362. Transaction et opérations voisines – Quittance pour solde... 414

363. Transaction mêlée à un autre contrat. 416

364. Transaction déguisant un autre contrat. 416

365. Détermination des actes constituant
des transactions – Contrôle de la Cour de cassation. 416

CHAPITRE 2

Consentement – Capacité – Objet – Cause

366. Principes. 419

SECTION 1

Le consentement

§ 1. – *Contrat consensuel*

367. Contrat consensuel..... 419

§ 2. – *Les vices du consentement*

368. Le dol..... 420

369.	La violence.....	421
370.	La lésion.....	421
371.	Erreur.....	422

SECTION 2

La capacité

372.	Capacité et pouvoir – Principes.....	422
373.	De la capacité – Renvoi au droit commun.	424
374.	Du pouvoir – Renvoi au droit commun et aux lois particulières.....	425

SECTION 3

L'objet et la cause

375.	Notions.	426
376.	Conditions.	427

CHAPITRE 3

Preuve de la transaction

377.	La règle et les conditions.	433
------	----------------------------------	-----

CHAPITRE 4

Interprétation des transactions

378.	Sens et portée des articles 2048 et 2049 – Renvoi au droit commun.	437
379.	Pouvoirs du juge du fond – Contrôle de la Cour de cassation.	439

CHAPITRE 5

Effets de la transaction

380.	Obligations qui naissent de la transaction – Renvoi – Motifs.	441
381.	Plan.	441

SECTION 1

Effet déclaratif ou translatif de la transaction

382.	Position du problème.	441
383.	Solution admise en droit positif.	443
384.	Conséquences de ce qui précède.....	445
385.	Droit fiscal.	446

SECTION 2

Obligations qui naissent de la transaction

386. Obligations principales. 446

387. Obligation de garantie. 447

388. Du cas où la transaction n'est pas exécutée. 448

SECTION 3

Des rapports entre la transaction et le jugement

389. De la règle énoncée par l'article 2052 du Code civil – Sens et portée. 450

SECTION 4

Effets de la transaction à l'égard des tiers

390. Principes formulés par les articles 2050 et 2051. 452

CHAPITRE 6

De la nullité des transactions

391. Rappel – Source de confusion – Plan. 455

SECTION 1

L'erreur sur l'objet

392. L'erreur sur l'objet. 456

SECTION 2

L'erreur sur la personne

393. L'erreur sur la personne. 458

SECTION 3

L'erreur de calcul

394. L'erreur de calcul. 458

SECTION 4

L'erreur de droit

395. L'erreur de droit. 459

SECTION 5

Les cas particuliers des articles 2054 à 2057 du Code civil

396. L'article 2054 – Transaction sur titre nul. 461

397. L'article 2055 – Transactions sur pièces ultérieurement reconnues fausses. 463

398. L'article 2056 – Transaction sur procès terminé par jugement passé en force de chose jugée. 464

399. L'article 2057 – Transaction conclue dans l'ignorance
de certains titres, postérieurement découverts. 466

SECTION 6

Les transactions conclues par les victimes d'accidents

400. Position du problème – Distinctions – Solutions. 468

SECTION 7

Le régime de la nullité

401. Droit commun – Indivisibilité de la transaction –
Transactions judiciaires. 474

TITRE 5

Contrats aléatoires

CHAPITRE 1

Généralités

402. Du rôle de l'événement incertain dans le contrat –
Distinction entre le jeu ou le pari, et le contrat aléatoire
ordinaire. 479
403. Définition du contrat aléatoire. 481
404. Contrats aléatoires énumérés par la loi. 483
405. Contrats nommés ou innomés présentant un caractère
aléatoire. 483
406. Conséquences juridiques du caractère aléatoire
d'un contrat. 484
407. Limites de la présente étude. 486

CHAPITRE 2

Le jeu et le pari

408. Avertissement. 487
409. Définition du jeu et du pari. 487
410. Conception fondamentale du jeu et du pari dans le Code
civil – Principes qui sont à la base de la réglementation
légale. 490
411. Droit civil et droit pénal. 493
412. Jeux et paris illicites – Portée de la prohibition,
et conséquences. 495
413. Caractère d'ordre public de la nullité du jeu et du pari. 501
414. Le jeu ne laisse pas subsister une obligation naturelle. 501
415. Jeux et paris licites – Régime juridique. 502

416. Courses de chevaux..... 509

417. Concours de pigeons – Courses de lévriers – Combats
de coqs. 509

418. Loteries..... 510

419. Concours de pronostics..... 510

420. Jeux de « bingo », « flipper », « jackpot », billards
électriques, poker, « roulette Saturne », « pyramide », etc. . 511

CHAPITRE 3
De la rente viagère

421. Vice de méthode du Code civil. 513

422. Notion générale de la rente viagère..... 513

423. Des différentes manières de constituer une rente viagère. ... 513

424. Différence entre ces deux modes de constitution
de la rente viagère. 514

SECTION 1
De la rente viagère à titre gratuit

425. La rente viagère constituée à titre gratuit n'est pas
un contrat aléatoire. 515

426. Nature juridique de la rente constituée à titre gratuit –
Modes de constitution..... 516

427. Règles applicables. 516

428. Rente constituée au profit d'un tiers. 517

429. Rente constituée au profit du donateur, comme charge
de la donation..... 517

430. Donation déguisée sous les apparences d'une rente à titre
onéreux..... 519

SECTION 2
De la rente viagère à titre onéreux

§ 1. – Éléments constitutifs du contrat

431. Définition – Élément constitutif fondamental..... 520

432. Des différentes espèces de rente viagère. 521

433. Des différentes formes de constitution de la rente viagère... 521

434. La rente viagère constituée à titre onéreux est-elle
un contrat autonome ?..... 522

435. Rente constituée sur une ou plusieurs têtes..... 524

436. Le respect de l'équilibre contractuel..... 525

437. La proximité du décès du créancier..... 525

438.	Trois questions se posent alors.	527
439.	La modicité du montant de la rente.	529
440.	Sûretés.	532
441.	Indexation.	532

§ 2. — *Effets du contrat*

442.	Payement des arrérages.	532
443.	Preuve de l'existence du crédirentier.	533
444.	Impossibilité de racheter la rente.	534
445.	Résolution du contrat de rente viagère (C. civ., art. 1184).	534
446.	Effets de la résolution.	537
447.	Concours du crédirentier et des autres créanciers du débirentier.	539
448.	Droits des héritiers du crédirentier.	539
449.	De la stipulation d'insaisissabilité.	540
450.	Extinction de la rente.	540

CHAPITRE 4

Du bail à nourriture

451.	Définition — Terminologie — Formes diverses.	543
452.	De la dot moniale.	544
453.	Nature juridique du bail à nourriture.	544
454.	Règles applicables.	545

CHAPITRE 5

Des tontines

455.	Notions sommaires.	549
456.	Caducité de la clause de tontine.	550

Table des principales dispositions légales citées	551
---	-----

Index alphabétique.	559
--------------------------	-----